



Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI

Hors commission - Organisme extérieur - Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Autorisation

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SERM au capital de 5 894 000 euros composé de 368 375 actions. Elle détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 postes sur 13 au Conseil d'Administration de la société. A côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29% du capital, la Ville de Montpellier apparaît comme l'actionnaire public principal de la société à hauteur de 41,38% du capital et occupe à cet effet 5 postes au sein du Conseil d'Administration, dont la présidence de la société en la personne de Max LEVITA.

Le Conseil d'Administration en date du 27/06/2017 a proposé la convocation d'une future Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver le projet de modifications des statuts de la société relatif à l'objet social.

Cette modification statutaire exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires telle que prévue à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : « A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »

L'objet social actuel de la SERM est le suivant : *« Entreprendre, dans le département de l'Hérault et plus spécialement la région montpelliéraine, des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou de réaliser toute autre activité d'intérêt général ; ces activités devront participer à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale et être, de ce fait, complémentaires entre elles.*

Ces activités sont réalisées soit pour le compte de collectivités publiques, ou leurs émanations, soit pour celui de personnes privées, soit pour le compte de la société elle-même.

A cet effet, la société effectuera toutes études générales, travaux, gestion, opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, juridiques et financières se rapportant aux objets ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société pourra également intervenir, à raison de ses compétences, en dehors des limites de la zone indiquée à l'alinéa 1 et notamment en Région Languedoc Roussillon et ses Départements limitrophes intervenir en assistance et conseil et réaliser des études, financer, construire, gérer exploiter et entretenir, directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie. »

La SERM souhaiterait développer de nouveaux projets ayant trait à ses activités de construction et de gestionnaire d'équipements et ouvrir son activité vers d'autres prestations lui permettant d'avoir une intervention dans des domaines plus étendus tant en propre qu'au travers de ses filiales.

Il est ainsi proposé de modifier l'objet social de la SERM en y ajoutant les paragraphes ci-dessous exposés : *« Elle pourra également, dans la même perspective, réaliser des opérations de construction d'immeubles de bureaux, de commerces et/ou de logements, en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui, commercialiser lesdits immeubles ou bien les conserver en patrimoine et les mettre en location, ou en assurer la gestion après leur cession. »*

« La société pourra à l'effet de ces activités ou pour en faciliter la réalisation, créer toute société commerciale ou civile, ou toute autre entité de droit privé ou de droit public, participer à cette création ou y prendre des participations. »

Il est par ailleurs proposé de modifier la référence à la Région Languedoc Roussillon en la remplaçant par Région Occitanie dans le paragraphe 3 de l'objet social préalablement indiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications statutaires de la SERM relative à l'objet social ;
- autoriser le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SERM, Madame Isabelle GUIRAUD, à voter en faveur de ces modifications ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

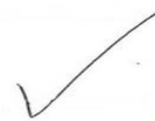
Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77924-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- STATUTS SERM PROPOSITION MODIF 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.